**Les droits des femmes sous le joug de l’identité de genre**

« Ces droits ne sont jamais acquis.

Vous devrez rester vigilantes votre vie durant.»

Simone de Beauvoir

Dans son dernier bulletin[[1]](#footnote-1), l’Association des humanistes du Québec (AHQ) a publié un long plaidoyer en faveur de la reconnaissance du concept de l’identité de genre. Ce choix éditorial de l’AHQ en a fait sourciller plusieurs, dont les féministes qui considèrent que ce choix éditorial de l’AHQ sur un sujet aussi controversé ne pouvait rester sans réponse. Je remercie donc l’AHQ pour cette occasion qui m’est donnée de présenter l’autre côté de la médaille.

Tout le monde s’entend pour reconnaitre aux personnes transgenres le droit au respect et au respect de leurs droits. Tous les citoyens et les citoyennes ont droit à ce respect. Mais quand ces «droits» incluent pour des hommes qui se sentent des femmes, à partir d’une simple déclaration, le droit d’exiger un accès sans limite aux espaces réservés aux femmes - les prisons, les refuges pour femmes victimes de violence, les sports - la société et en particulier des gens qui se disent humanistes, ont une obligation morale de prendre le temps de réfléchir vraiment à ces questions.

Nous aborderons dans cet article les contradictions et les incohérences sous-jacentes à la reconnaissance de l’identité de genre. Nous mettrons en lumière les reculs que la protection de l’identité de genre impose aux droits des femmes. Nous nous attarderons aux impacts de l’idéologie du transgenrisme sur les enfants, notamment les séquelles physiques irréversibles et enfin, nous nous interrogerons sur l’homophobie sous-jacente au discours trans. Nous terminerons en rappelant pourquoi l’autodétermination du «genre/sexe» ne constitue pas un progrès social mais bien un recul.

**Les faits**

Commençons par les faits et quelques définitions. Le sexe est un fait biologique, qui se rapporte à des caractéristiques physiques, génétiques et hormonales de l’être humain. L’espèce humaine comporte deux sexes : l’homme et la femme. Il est vrai que certaines personnes qu’on appelle intersexes, sont nées porteuses de caractéristiques des deux sexes, mais leur existence ne nous permet pas de conclure qu’il existe plus que deux sexes tout comme la naissance d’enfants unijambistes n’entraine pas la création d’une nouvelle catégorie de bipèdes. Ce rappel est rendu nécessaire pour contrer un certain discours qui aime amalgamer les personnes intersexes et les personnes trans tout en laissant entendre que les personnes intersexes sont la preuve qu’il existe plus que deux sexes.

Le genre, quant à lui, renvoie aux attributs « masculins » et «féminins» tels qu’ils sont définis par le discours social, la culture et l’histoire. En d’autres termes, le genre est constitué de stéréotypes qui touchent tant les comportements acquis qu’attendus et influencent les responsabilités, les activités, les limites et les possibilités des hommes et des femmes, des filles et des garçons. De plus, le genre s’inscrit dans une hiérarchisation des valeurs qui justifie l’infériorisation du « féminin ». C’est pour toutes ces raisons que les féministes et les pays qui prônent l’égalité entre les sexes font leur la lutte contre les stéréotypes de genre[[2]](#footnote-2).

**L’identité de genre et l’expression de genre**

Que signifient ces deux termes qui viennent d’être ajoutés dans La *Loi canadienne des droits de la personne* et le *Code criminel* et qui l’étaient déjà dans la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne* du Québec?

**[[3]](#footnote-3)**

Avec son intervention à la Chambre des Communes, le 27 octobre 2016, la ministre de la Justice, Jody Wilson-Raybould, a confirmé les pires appréhensions : l’identité de genre *«est l’expérience interne et individuelle de chaque personne relativement au genre*». Mieux : «*l’expression de genre représente le signe extérieur et la façon dont une personne se présente en public et peut se rapporter aux cheveux, au langage corporel, à la voix ou au maquillage***».**

Ou comme le résumait très bien la sénatrice Frum :

**« …** *le projet de loi C-16 redéfinit la notion de femme. Ce n'est plus une question de biologie, mais une question d'apparence externe. C'est une énorme injure. Les femmes se sont battues pendant des siècles pour se libérer d'un système qui détermine leur valeur d'après leurs caractéristiques physiques et leur attrait sexuel*.»[[4]](#footnote-4)

Non seulement nulle part n’est définie ce qu’est l’identité de genre, mais en plus on en vient à définir les femmes en fonction de leur apparence extérieure, selon des stéréotypes.

L’identité de genre repose également sur la confusion, notamment du terme *genre*. En anglais, on en est venu progressivement à utiliser le mot «*gender»* à la place du mot «*sex»*. Ainsi, le gouvernement fédéral parle d*’Analyse comparative selon les sexes* mais en anglais, cette analyse devient *Gender based analysis.* On peut comparer les interventions de la Chambre des Communes sur le projet de loi C-16 en français et en anglais pour voir qu’on nage en pleine confusion.

Les militants trans n’hésitent pas à utiliser indifféremment ces deux termes comme ce fut le cas dans l’article publié par l’AHQ. Ces militants maitrisent par ailleurs très bien la construction du discours, et les médias, par paresse ou par rectitude politique, reprennent les expressions, qu’elles soient justes ou non : « né dans le mauvais corps », « sexe assigné à la naissance», etc. Sans compter les euphémismes comme «*bottom surgery»* (pénectomie) ou «*top surgery»* (mammectomie). Le recours à cette terminologie permet d’entretenir la confusion.

Il n’y a aucun problème avec le fait que des personnes souhaitent se présenter sous l’apparence de l’autre sexe. Les féministes s’en réjouiraient. Ce qui pose problème, c’est que la reconnaissance de l’identité de genre est interprétée comme équivalent à un changement de sexe. Ainsi, les hommes qui se sentent femmes, demandent accès aux espaces réservés aux femmes pour leur protection ou, comme dans leur sport, pour leur droit à une participation équitable et en toute sécurité dans les épreuves sportives réservées aux femmes.

**Les droits des femmes, une catégorie protégée par la loi et les conventions internationales, sont bafoués**

Ce n’est qu’au XXe siècle que les femmes ont obtenu des droits spécifiques sur la base de leur sexe. Les femmes ont vécu la discrimination à cause de leurs capacités reproductrices. Leur sexe est le prétexte à des infanticides, des mariages forcés, des mutilations génitales, des avortements bâclés, des viols. Veuves, certaines doivent périr par le feu. L’exploitation sexuelle, le trafic des fillettes et des femmes, tout cela se produit en raison de leur sexe, et non pas de leur genre. Ce n’est pas parce qu’elles s’habillent de longues jupes ou parce qu’elles sont dissimulées sous un niqab. Au contraire, elles sont dissimulées sous ces niqabs et empêtrées dans ces longues jupes parce qu’elles sont de sexe féminin. Un sexe d’ailleurs qui n’est pas assigné à la naissance, contrairement à ce que nous répètent des militants trans, mais bien **constaté** et parfois même avant la naissance qui, pour cette raison, n’aura pas lieu.[[5]](#footnote-5)

Les États modernes ont juridiquement créé une catégorie « femmes » qui a droit à certaines protections sur la base de leur sexe. Par exemple, en raison de la violence masculine bien réelle à l’endroit des femmes, les femmes ont obtenu des services et des endroits où elles sont à l’abri de cette violence, comme les maisons d’hébergement pour femmes victimes de violence, quelques rares refuges pour femmes itinérantes, des toilettes séparées de celles des hommes ce qui leur a permis une plus grande mobilité dans l’espace public. Ce sont ces mêmes toilettes séparées pour lesquelles, actuellement, les femmes indiennes se battent pour se protéger des agressions sexuelles[[6]](#footnote-6).

Rappelons que la ***Convention internationale de lutte contre toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes*** (CEDEF ou CEDAW en anglais) que le Canada a signée en 1982 précise à l’article 6 *:*

*«L’article premier de la Convention définit la discrimination à l’égard des femmes.* ***Cette définition inclut la violence fondée sur le sexe, c’est-à-dire la violence exercée contre une femme parce qu’elle est une femme ou qui touche spécialement la femme****.»[[7]](#footnote-7)*

Tout cela est remis en question parce que des hommes demandent au nom de leur identité de genre, d’avoir accès à ces espaces réservés à un groupe défini légalement par son sexe.

**Les prisons et le droit des femmes à la protection de leur intégrité et de leur sécurité physique**

Une association d’experts du Royaume-Uni a récemment fait valoir que :

*«…the ever-increasing tide of referrals of patients in prison serving long or indeterminate sentences for serious sexual offences. These vastly outnumber the number of prisoners incarcerated for more ordinary, non-sexual, offences. It has been rather naïvely suggested that nobody would seek to pretend transsexual status in prison if this were not actually the case. There are, to those of us who actually interview the prisoners, in fact very many reasons why people might pretend this. These vary from the opportunity to have trips out of prison through to a desire for a transfer to the female estate (to the same prison as a co-defendant) through to the idea that a parole board will perceive somebody who is female as being less dangerous through to a [false] belief that hormone treatment will actually render one less dangerous through to wanting a special or protected status within the prison system and even (in one very well evidenced case that a highly concerned Prison Governor brought particularly to my attention) a plethora of prison intelligence information suggesting that the driving force was a desire to make subsequent sexual offending very much easier, females being generally perceived as low risk in this regard.» [[8]](#footnote-8)*

Le 19 novembre 2017, un grand journal du Royaume-Uni, qui étudie présentement un projet de loi semblable au projet de loi C-16 (devenu loi), montrait que ces risques pointés du doigt par cette association étaient bien réels car, selon les informations obtenues, jusqu’à la moitié des détenus transgenres seraient des délinquants sexuels, certains étant des agresseurs sexuels à répétition.

Comment alors justifier le transfert d’agresseurs sexuels dans des prisons pour femmes? Des agresseurs non pas supposés, mais reconnus coupables et emprisonnés spécifiquement pour ces crimes. Le Canada a pourtant des obligations légales à l’égard des femmes, obligations selon lesquelles les personnes nées de sexe féminin ont des besoins sexospécifiques et des droits liés à ces besoins. Ainsi, le Haut-Commissariat des Nations Unies sur les droits de l’homme (OHCHR) dans son manuel à l’intention des milieux pénitentiaires, précise que :

*«Dans tous les systèmes pénitentiaires, les femmes constituent une faible minorité de la population carcérale.* ***Tous les chapitres du présent Manuel doivent être lus d’un point de vue qui intègre la question des différences entre les sexes****.[[9]](#footnote-9)*

Le document produit par le Haut-Commissariat des Nations Unies sur les droits de l’Homme intitulé *Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus* précise que

*«(…) s’applique à tous les détenus, indépendamment de leur sexe.* ***Il inclut néanmoins certaines exigences particulières concernant les femmes****. Premièrement, les règles exigent que les hommes et les femmes soient séparés : 8. Les différentes catégories de détenus doivent être placées dans des établissements ou quartiers d’établissements distincts, en tenant compte de leur sexe, de leur âge, de leurs antécédents, des motifs de leur détention et des exigences de leur traitement. C’est ainsi que : a) Les hommes et les femmes doivent être détenus dans la mesure du possible dans des établissements différents; dans un établissement recevant à la fois des hommes et des femmes,* ***l’ensemble des locaux destinés aux femmes doivent être entièrement séparés;***

*Mixité du personnel : En principe, les femmes en prison doivent être surveillées exclusivement par des agents pénitentiaires de sexe féminin. Elles ne doivent jamais être surveillées exclusivement par des agents de sexe masculin. Les femmes sont particulièrement vulnérables dans le contexte fermé d’une prison. Elles ne doivent jamais être placées dans une situation où elles sont exposées aux sévices ou aux brutalités du personnel masculin. Lorsque des membres du personnel de sexe masculin s’occupent de femmes détenues, un fonctionnaire féminin doit toujours être présent.*

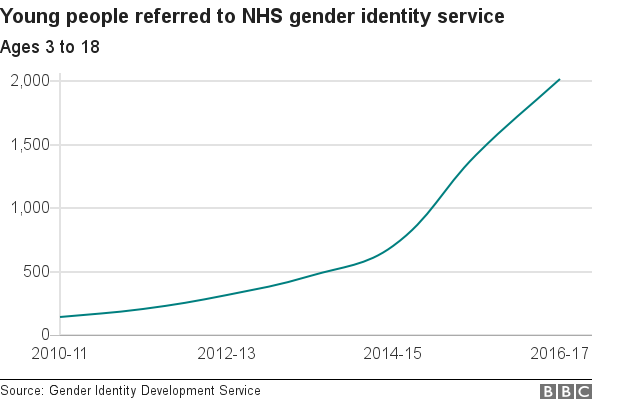
Toutes ces obligations ont été passées sous silence lorsque les politiciens (et les médias) ont examiné les projets de loi sur l’identité et l’expression de genre. Que les personnes transgenres en prison aient droit à la sécurité, personne ne le nie. Mais il n’y a aucune raison pour que cela se fasse au détriment du droit à la sécurité des femmes détenues.

**Compétitions sportives**

Ce n’est que depuis 2012 que les femmes concourent dans tous les sports au programme des Jeux olympiques ! Les femmes ont maintenant des équipes sportives, ont accès à des équipements et, afin de promouvoir la participation accrue des femmes aux activités sportives, plusieurs pays favorables à l’égalité des sexes ont créé des programmes pour soutenir la participation des femmes aux sports. Il s’agit donc d’une mesure basée sur le sexe, le sexe étant le facteur qui détermine l’admissibilité à un programme.

Or, avec la reconnaissance de l’identité de genre par des pays et par le Comité international olympique (CIO), des hommes qui se « sentent femmes » peuvent maintenant exiger de participer aux compétitions féminines en tant que femmes, même s’ils n’ont subi aucune opération (et même opérés, ils bénéficient des avantages des hommes du point de vue de la testostérone, des muscles et de la force). Le CIO leur permet un niveau de testostérone trois à quatre fois plus élevé que le niveau normal (sans dopage) des femmes. Cette décision a été prise après que le tribunal arbitral du sport ait suspendu la règle sur les niveaux de testostérone qui interdisait la compétition féminine aux athlètes qui présentaient un taux de testostérone égal ou supérieur à 10nm/l. En effet, l’Association internationale des fédérations athlétiques (IAAF) soutenait que la testostérone procurait le plus important renforcement (*boost*) pour les performances athlétiques mais le Tribunal a statué, en 2014, qu’à moins d’être en mesure de prouver un écart de 10 à 12 % entre les athlètes féminins et masculins dû au niveau de testostérone, il n’y avait pas suffisamment de preuves (*evidence*) sur le degré de cet avantage. Cependant, une étude récente a démontré que cet avantage était significatif et bien réel[[10]](#footnote-10). En attendant que le Comité international olympique refasse ses devoirs (?), des hommes qui se présentent comme femmes participent de plus en plus nombreux à des compétitions réservées aux femmes et … ils gagnent. Les organisations sportives féminines qui s’y objectent sont poursuivies pour discrimination.

Des exemples récents : Lauren Hubbard, haltérophile de 39 ans, s’est présenté en mars 2017 aux championnats féminins de Nouvelle-Zélande et après avoir gagné, a représenté l’équipe de son pays aux Championnats internationaux en Australie.[[11]](#footnote-11) Autre exemple : un adolescent qui se présente maintenant sous le nom de [Andraya Yearwood](http://usatodayhss.com/2017/transgender-freshman-in-conn-competes-with-girls-track-team-for-first-time)a gagné deux titres dans des épreuves de course chez les femmes, dans l’État du Connecticut, battant sans aucune peine ses plus proches concurrentes[[12]](#footnote-12). L’an prochain, ses victoires lui permettront en plus d’empocher les bourses d’études qui accompagnent ces compétitions.

**La question des enfants et des adolescents**

Pour faciliter le changement de mention de sexe pour les personnes mineures, le Québec a battu des records. La loi a été adoptée en juin 2016, une semaine seulement après avoir été déposée. La seule personne qui a été entendue par les parlementaires est une militante pour les personnes trans. D’importantes organisations comme l’Ordre des psychologues ont déploré le manque de temps pour étudier le sujet et ont plaidé pour la prudence. Mais en vain. Comme le peuvent maintenant les adultes, les jeunes qui se sentent de l’autre sexe peuvent demander à changer la mention de sexe sur leur certificat de naissance. Pour les moins de 14 ans, il faut l’autorisation des parents. Cela signifie concrètement que des adolescentes et des adolescents peuvent obtenir des hormones contraires à leur sexe de naissance, des bloqueurs de croissance et même des mammectomies pour que leur corps corresponde davantage à leur nouvelle identité.

Or, les clignotants rouges se multiplient face à l’explosion du nombre de jeunes qui souhaitent changer leur corps en raison de leur identité de genre. La clinique *Tavistock and Portman NHS centre*, spécialisée dans le traitement de la dysphorie du genre chez les enfants en Angleterre, a fait savoir que le nombre de patients qui lui ont été référés a plus que doublé en 2 ans, passant de 697 en 2014, à 1429 en 2015. Le nombre d’enfants âgés de 10 ans et moins a également suivi la même augmentation, passant de 87 en 2014 à 167 en 2015[[13]](#footnote-13). La clinique de Birmingham rapporte elle aussi la même explosion (voir graphique).

Les études menées sur le profil des enfants référés pour la dysphorie de genre concluent toutes que la grande majorité d’entre eux présentent d’autres troubles psychologiques[[14]](#footnote-14). Une proportion très importante des jeunes avec une dysphorie du genre présenterait des troubles du spectre de l’autisme, notamment les filles[[15]](#footnote-15).

Face à cette comorbidité, on ne peut que se surprendre du peu de précautions prises par plusieurs professionnels de la santé qui vont de l’avant avec des traitements chirurgicaux et hormonaux tout en sachant que ces traitements peuvent entrainer la stérilité de leurs jeunes patients. Une médecin britannique est d’ailleurs présentement sous enquête pour avoir prescrit des hormones à des enfants de 12 ans[[16]](#footnote-16). Quant au Lupron, utilisé *off label* comme bloqueur de croissance, ses effets secondaires extrêmement graves sont pointés du doigt même quand il est utilisé aux fins prévues, ce qui n’est pas le cas quand il est administré à des enfants en pleine santé. En outre, les preuves de l’efficacité du Lupron pour le traitement de la dysphorie de genre sont quasi inexistantes :

*Gender Identity Disorder Hayes compiled a Medical Technology Directory on hormone therapy for the treatment of gender dysphoria dated May 19, 2014, Hayes assigned a rating of D2, no proven benefit and/or not safe, for pubertal suppression therapy in adolescents. This rating was based upon insufficient published evidence to assess safety and/or impact on health outcomes or patient management*.[[17]](#footnote-17)

Enfin, comment passer à côté du fait que la grande majorité des enfants qui présentent une dysphorie du genre deviennent des adultes homosexuels, en accord avec leur sexe de naissance?[[18]](#footnote-18) Cette volonté de transformer le corps d’un-e enfant qui est attiré-e par les personnes de son propre sexe ressemble énormément à de l’homophobie. On n’est pas surpris que les pays où se trouvent le plus grand nombre de personnes trans soient des pays où l’homosexualité est taboue, voire punie de mort. Mais dans nos pays où l’homosexualité a droit de cité, comment peut-on, et avec autant de légèreté, encourager des jeunes qui présentent une dysphorie de genre à mutiler leur corps et abimer leur santé avec des traitements qui peuvent entrainer la stérilité?

**On peut changer de genre mais on ne peut pas changer de sexe**

L’identité de genre est un concept qui repose sur une illusion, celle qu’on pourrait changer de sexe. Faire croire à des enfants qu’ils peuvent changer de sexe peut avoir des conséquences graves et ce, pour le reste de leur vie. Reconnaître cette réalité n’empêche pas de protéger les personnes trans contre les discriminations. Et toutes et tous nous convenons qu’il faut empêcher les discriminations contre les personnes transgenres : aucune ne devrait perdre son logement ou son emploi pour s’être présentée sous une nouvelle identité de genre.

Toutefois, des questions légitimes se posent quand les personnes transgenres réclament le droit d’exiger que leurs interlocuteurs s’adressent à elles avec un vocabulaire exclusif, créé par les militants transgenres, tels que des pronoms qui n’existent pas dans la langue courante[[19]](#footnote-19). Mais surtout, des hommes qui se présentent comme des femmes ou des femmes qui se présentent comme des hommes, avec ou sans chirurgie, ont-ils réellement un droit à ce que les autres fassent semblant de croire qu’ils ont changé de sexe alors qu’on sait qu’on ne peut pas changer de sexe? C’est comme si des croyants exigeaient des autres qu’ils croient à leurs croyances et non pas seulement qu’ils les respectent! Le respect des personnes trans doit-il reposer sur des mensonges? Les personnes trans ne devraient-elles pas être respectées pour ce qu’elles sont, c’est-à-dire des personnes trans?

Pour toutes celles et ceux qui appuient les femmes dans leur lutte pour la reconnaissance de leurs droits, la protection du genre et sa transformation en identité reconnue et protégée par les lois au détriment des protections accordées aux femmes sur la base de leur sexe n’est rien de moins qu’une trahison des engagements pris par de nombreuses juridictions. Dès lors que le critère sexe définissant le groupe « femmes» est annulé par les critères « identité de genre » ou « expression de genre », on élimine à toutes fins pratiques la catégorie femmes. Ce choix méritait discussion. Et pourtant ce débat démocratique n’a pas eu lieu, ni à Québec ni à Ottawa.

On se demande comment réagiraient les politiciens et les autochtones si n’importe qui, parce qu’il se « sent autochtone » réclamait d’avoir accès à ses droits ancestraux*.* Ou encore, que diraient les groupes comme ***Black Lives Matter*** si des « Blancs » décidaient de s’identifier comme « Noirs » et demandaient accès aux programmes de discrimination positive des universités ou des gouvernements?

La légalisation de l’autodétermination de son identité civile porte en elle les germes de l’élimination des mesures et programmes destinés aux groupes vulnérables de la société. Peut-on vraiment parler de progrès social et d’un idéal à défendre pour les humanistes?

Diane Guilbault, présidente

Pour les droits des femmes du Québec (PDF Québec)

1. <http://assohum.org/Media/QH/QHVol12nu2.pdf> [↑](#footnote-ref-1)
2. Article 5, [Convention pour l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes](http://www.un.org/fr/women/cedaw/convention.shtml)

   Orientation 1, [Stratégie gouvernementale pour l’égalité entre les femmes et les hommes vers 2021](http://scf.gouv.qc.ca/index.php?id=998) [↑](#footnote-ref-2)
3. Chambre des Communes, 27 octobre 2016 <http://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/42-1/JUST/reunion-31/temoignages> [↑](#footnote-ref-3)
4. <https://sencanada.ca/fr/content/sen/chamber/421/debates/132db_2017-06-14-f#50> [↑](#footnote-ref-4)
5. # Amélie Daoust-Boisvert. *Des Indo-Canadiennes optent encore pour l’avortement sélectif*

   <http://www.ledevoir.com/societe/sante/497144/l-avortement-selectif> [↑](#footnote-ref-5)
6. ## Aishwarya Nair***.*** *Women are dying for lack of toilets*, 17 juin 2014, https://www.theguardian.com/sustainable-business/women-girls-india-toilets-sanitation-business

   [↑](#footnote-ref-6)
7. *Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femme*s, <http://www.un.org/fr/women/cedaw/convention.shtml> [↑](#footnote-ref-7)
8. Written evidence submitted by British Association of Gender Identity Specialists

   to the Transgender Equality Inquiry, 2015 [↑](#footnote-ref-8)
9. Haut commissariat des Nations Unis sur les droits de l’homme *LES DROITS DE L’HOMME ET LES PRISONS* Manuel de formation aux droits de l’homme à l’intention du personnel pénitentiaire http://www.ohchr.org/Documents/Publications/training11fr.pdf [↑](#footnote-ref-9)
10. Stephane Bermon et Pierre-Yves Garnier. ***Serum androgen levels and their relation to performance in track and field: mass spectrometry results from 2127 observations in male and female elite athletes***. British Journal of Sport Medecine, 12 juillet 2017 <http://bjsm.bmj.com/content/51/17/1309> [↑](#footnote-ref-10)
11. # The Washington Times***. Transgender athlete crushes female competition in Australian weightlifting event*** , 21 mars 2017 https://www.washingtontimes.com/news/2017/mar/21/laurel-hubbard-transgender-athlete-crushes-female-/

    [↑](#footnote-ref-11)
12. USA Today, ***Connecticut transgender sprinter Andraya Yearwood wins two state titles amidst controversy***, 7 juin 2017 <http://usatodayhss.com/2017/connecticut-transgender-sprinter-andraya-yearwood-wins-two-state-titles-amidst-controversy> [↑](#footnote-ref-12)
13. Naomi Firsht. *The rise of transgender*, Spiked Review, octobre 2016. <http://www.spiked-online.com/spiked-review/article/the-rise-of-transgender/18922#.WhSh1EribIU> [↑](#footnote-ref-13)
14. Melanie Bechard, Doug P. VanderLaan, Hayley Wood, Lori Wasserman & Kenneth J. Zucker (2017) ***Psychosocial and Psychological Vulnerability in Adolescents with Gender Dysphoria: A “Proof of Principle” Study,*** Journal of Sex & Marital Therapy, 43:7, 678-688, DOI: 10.1080/0092623X.2016.1232325

    10.1080/0092623X.2016.1232325septembre 2016 [↑](#footnote-ref-14)
15. # [Jones RM](https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/?term=Jones%20RM%5BAuthor%5D&cauthor=true&cauthor_uid=21448752)1, [Wheelwright S](https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/?term=Wheelwright%20S%5BAuthor%5D&cauthor=true&cauthor_uid=21448752), [Farrell K](https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/?term=Farrell%20K%5BAuthor%5D&cauthor=true&cauthor_uid=21448752), [Martin E](https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/?term=Martin%20E%5BAuthor%5D&cauthor=true&cauthor_uid=21448752), [Green R](https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/?term=Green%20R%5BAuthor%5D&cauthor=true&cauthor_uid=21448752), [Di Ceglie D](https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/?term=Di%20Ceglie%20D%5BAuthor%5D&cauthor=true&cauthor_uid=21448752), [Baron-Cohen S](https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/?term=Baron-Cohen%20S%5BAuthor%5D&cauthor=true&cauthor_uid=21448752)., *Brief report: female-to-male transsexual people and autistic traits.* 2012 Feb;42(2):301-6. doi: 10.1007/s10803-011-1227-8. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/21448752>

    [↑](#footnote-ref-15)
16. # GP probed for giving child, 12, gender-change hormones*,* BBC, 10 septembre 2017 <http://www.bbc.com/news/uk-wales-41213534>

    [↑](#footnote-ref-16)
17. UnitedHealthcare, Lupron® Depot / Lupron® Depot-Ped (leuprolide acetate), Policy Number: 2015D0038F Effective Date: 2/1/2016, p. 10 <https://www.unitedhealthcareonline.com/ccmcontent/ProviderII/UHC/en-US/Assets/ProviderStaticFiles/ProviderStaticFilesPdf/Tools%20and%20Resources/Policies%20and%20Protocols/Medical%20Policies/Drug%20Policies/Lupron_DP.pdf> [↑](#footnote-ref-17)
18. [Wallien MS](https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/?term=Wallien%20MS%5BAuthor%5D&cauthor=true&cauthor_uid=18981931), [Cohen-Kettenis PT](https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/?term=Cohen-Kettenis%20PT%5BAuthor%5D&cauthor=true&cauthor_uid=18981931)***. Psychosexual outcome of gender-dysphoric children,*** PubMed, [J Am Acad Child Adolesc Psychiatry.](https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/18981931/) 2008 Dec;47(12):1413-23. doi: 10.1097/CHI.0b013e31818956b9.décembre 2008 <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/18981931/> [↑](#footnote-ref-18)
19. [Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Queer, Intersex, Asexual Resource Center](https://lgbtqia.ucdavis.edu/index.html), <https://lgbtqia.ucdavis.edu/educated/pronouns.html> [↑](#footnote-ref-19)